

Les socialistes et la guerre : un siècle de tourments

LE MONDE | 05.11.2013 à 10h04 | Par [Thomas Wieder](#)

Il est des anniversaires moins faciles à [célébrer](#) que d'autres. C'est peut-être la réflexion que se fera [François Hollande](#) quand, jeudi 7 novembre, depuis l'Elysée, lui reviendra la charge de [lancer](#) le début officiel des commémorations du centenaire de la première guerre mondiale. Pour un président de gauche, voilà en effet un événement bien délicat à [célébrer](#). La raison est simple : rarement les désillusions et les contradictions de la gauche française se sont exprimées aussi fortement qu'entre 1914 et 1918.

Les désillusions, d'abord. Dans les premières années du XX^e siècle, aucun parti [politique](#) ne milita davantage contre la guerre que la SFIO. Il en fut ainsi jusqu'à la dernière heure, comme en témoigne le dernier éditorial de Jaurès, paru dans *L'Humanité* du 31 juillet 1914, le matin même de son assassinat : « C'est à l'intelligence du peuple, c'est à sa pensée que nous devons aujourd'hui [faire](#) appel si nous voulons qu'il puisse [rester](#) maître de soi, [refouler](#) les paniques, [dominer](#) les énervements et [surveiller](#) la marche des hommes et des choses, pour [écarter](#) de la race humaine l'horreur de la guerre. Le péril est grand, mais il n'est pas invincible si nous voulons [garder](#) la clarté de l'esprit, la fermeté du [vouloir](#), si nous savons [avoir](#) à la fois l'héroïsme de la patience et l'héroïsme de l'action. » Trois jours plus tard, l'[Allemagne](#) déclarait la guerre à la France.

Pour les socialistes français, 14-18 fut donc d'abord ceci : un conflit qu'ils ne surent [empêcher](#), une catastrophe qu'ils ne purent [prévenir](#), un immense échec, en somme. En cet été 1914 où l'[Europe](#) bascula dans un nouveau siècle, ce sont des pans entiers du « [logiciel](#) » socialiste qui furent d'un coup balayés par le fracas des armes. Eux qui avaient cru à la « grève générale ouvrière » comme moyen d'[étouffer](#) la guerre, eux qui avaient célébré « l'inébranlable volonté de paix du prolétariat conscient », comme l'écrivait encore *L'Humanité* trois jours avant la mort de Jaurès, déchantèrent amèrement. Pour eux, le tocsin de la mobilisation, le 1^{er} août 1914, fut d'abord le glas de leurs illusions.

Si elle dissipa leurs illusions, la première guerre mondiale révéla aussi les contradictions des socialistes. En participant à la [défense](#) de la patrie, les socialistes ne trahissaient-ils pas leur idéal ? En étant fidèle à la nation, l'étaient-ils encore à leur classe ? Très vite, la question fut posée mais, dans un premier temps, celui de l'« Union sacrée », la contradiction fut niée. Edouard Vaillant, figure du socialisme français de l'époque, résuma parfaitement cet état d'esprit dans *L'Humanité* du 11 septembre 1914 : « Question : le [Parti socialiste](#) n'efface-t-il pas [ses](#) traits caractéristiques et ne se confond-il pas avec les partis bourgeois ? Réponse : en luttant pour son indépendance, la France lutte pour la paix du monde, de sorte que [devoir](#) patriotique et [devoir](#) socialiste se fortifient l'un par l'autre. »

UN FERMENT DE DIVISION

La contradiction ne tarda pourtant pas à [réapparaître](#). Au sein du mouvement ouvrier, des voix se firent [entendre](#) dès la fin de 1914 pour [dénoncer](#) la « *collaboration de classe* ». Face aux membres de la SFIO entrés au gouvernement et parfois à des postes auxquels on ne les aurait pas attendus, comme Albert Thomas, ministre de l'armement en 1916-1917, une opposition se développa pour [porter](#) un autre discours que celui de la « *défense nationale* » à tous crins. Des noms sont restés dans les mémoires : celui de Paul Faure, secrétaire de la fédération socialiste de Haute-Vienne, celui de Jean Longuet, député de la Seine et petit-fils de Karl Marx, ceux de Jean-Pierre Raffin-Dugens, Alexandre Blanc et Pierre Brizon, les trois députés qui refusèrent pour la première fois le vote des [crédits](#) de guerre, le 24 juin 1916. D'ultra-minoritaire, cette position finit par [devenir](#) majoritaire lors du congrès de la SFIO d'octobre 1918.

Un siècle plus tard, ces débats paraissent lointains. Ils ne sont pas pour autant périmés, tant les enjeux qu'ils soulèvent dépassent les circonstances de leur émergence, au coeur de la mêlée meurtrière de 14-18. Depuis cette époque, le Parti socialiste n'a en effet jamais clarifié son rapport à la guerre. Redevenu pacifiste après le carnage des tranchées, il a compris dans les années 1930, avec la montée du nazisme, l'impasse où l'entraînait le pacifisme que l'on disait alors « *intégral* ». Réconcilié avec la lutte [armée](#) pendant la Résistance, il a pris conscience du tombeau qu'il creusait pour lui-même en participant à la guerre d'[Algérie](#).

C'est de cette histoire tourmentée que François Hollande est l'héritier. Ancien premier secrétaire du PS, il sait mieux que quiconque ce que fut la guerre dans l'histoire du socialisme français. D'un côté, l'occasion d'un apprentissage du [pouvoir](#), la participation des socialistes au gouvernement en 1914 ayant été, de ce point de vue, une sorte d'incubateur pour la suite. De l'autre, un ferment de division, voire de dissolution. Ainsi, si la guerre a familiarisé les socialistes à l'exercice du [pouvoir](#), elle a aussi précipité leur chute : c'est au lendemain de la première guerre mondiale que la SFIO a connu la plus grave crise de son histoire, avec la scission du congrès de [Tours](#) débouchant sur la naissance du [Parti communiste](#) ; c'est la guerre d'Algérie qui a précipité l'effondrement de la SFIO, avant que ne lui succède le PS, au début des années 1970. C'est aussi à cet examen de conscience qu'invite le centenaire de la Grande Guerre.